

Nucléaire

La fermeture de Fessenheim, une décision politique

Article paru dans FO Hebdo n°3044

La Fédération FO de l'Énergie et des Mines condamne une absurdité sociale, économique, industrielle et environnementale.

Annoncée le 14 septembre par le président de la République dans le cadre de la conférence environnementale, la fermeture programmée de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), à la fin de l'année 2016, a suscité une vive réaction de la Fédération FO de l'Énergie et des Mines: «Fermer pour des raisons politiques une centrale qui a été payée par les Français à travers EDF, constitue une absurdité économique et un véritable gâchis pour la nation.» La décision a été prise sans aucune étude d'impact. Comme l'a indiqué le Premier ministre le 15 septembre, «une personnalité sera chargée d'engager la concertation sur la reconversion du site, les conséquences de la fermeture sur l'emploi, la création de nouvelles activités et la réponse aux besoins en électricité». Vaste programme...

Fessenheim –petit bourg de 2.300 âmes– vit de l'activité de la centrale, qui emploie 770 salariés et 200 prestataires permanents, sans compter les emplois locaux induits. Ces six dernières années, EDF –dont l'État détient 85% du capital– y a investi 565 millions d'euros pour remplacer la plupart des gros composants, dont les générateurs à vapeur. C'est ainsi qu'en juillet 2011, la doyenne des centrales nucléaires a passé avec succès sa visite périodique, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) la jugeant apte à fonctionner dix ans de plus. «En matière de sûreté, il n'est pas nécessaire de fermer la centrale si EDF effectue les travaux et investissements qui s'imposent», a conclu l'ASN. En conséquence de quoi, EDF va investir 80 millions d'euros d'ici à la fin 2013 pour faire fonctionner la centrale jusqu'en 2016. À cette date, que deviendront les salariés? Le gouvernement compte sur les emplois dévolus au démantèlement de la centrale.

Sauf que produire de l'électricité ou démanteler un site nucléaire ne demande ni le même effectif ni les mêmes spécialités! Cent cinquante salariés suffiront mais ce ne seront pas ceux qui travaillent actuellement à la centrale– pour conduire la première phase du démantèlement de 2017 à 2022, puis une centaine seulement jusqu'en 2027.

TENSION SUR L'APPROVISIONNEMENT

Enfin, par quoi remplacer cette centrale de 1.800 MW qui contribue pour 70% à la consommation électrique alsacienne? RTE, la filiale d'EDF qui gère les lignes à haute tension, a prévenu, le 5 septembre, que les besoins en électricité du pays seront couverts jusqu'en 2015, mais qu'à partir de 2016 la sécurité de l'approvisionnement sera «tendue».

Des tensions dues à la fermeture programmée des centrales à charbon de la SNET–contre laquelle FO se bat actuellement– et à l'arrêt de Fessenheim, qui conduiraient à un déficit de capacité de production de 2,1 GW. «En guise de solution pour remplacer la centrale de Fessenheim, il est envisagé de construire des centrales au gaz. Outre que les procédures sont longues, qui va construire ces centrales dont le coût est estimé à 1,5

milliard d'euros? s'interroge Jacky Chorin, secrétaire fédéral FO de l'Énergie et des Mines, avant d'ajouter: «C'est tout de même étrange qu'un gouvernement ferme une centrale qui marche pour la remplacer par des centrales émettrices de CO2, alimentées par du gaz que nous n'avons pas, donc importé, ce qui va dégrader notre balance des paiements.»

Jour après jour du 26/09/2012



<http://fovinatier.free.fr/>